

FO

HAUTE-SAVOIE

Edition de décembre 2013 du bulletin de l'Union départementale des Syndicats CGT-Force Ouvrière de Haute-Savoie



FORCE OUVRIERE HAUTE-SAVOIE

Rédaction-Administration :
UD-FO Maison des Syndicats
29, rue de la Crête
74960 Cran-Gevrier

Tél 04 50 67 40 15
Fax 04 50 67 19 45

ud.fo74@gmx.fr
<http://fo74.blogspot.fr>
Facebook : Force Ouvrière Haute-Savoie
Twitter : FO Haute-Savoie

Directeur de Publication : Stéphane RENAUD
Rédacteur en chef : Julian MARQUES

Carton rouge et bonnets d'âne

Par Stéphane Renaud, Secrétaire Général

Il y a ceux qui ont des chapeaux ronds et qui savent se faire entendre ! La couleur du bonnet de ceux-ci constitue actuellement le point de ralliement symbolique de toutes les colères du moment. C'est ce que nous pourrions appeler la face émergée de l'iceberg breton. Mais cette effervescence pluri-revendicative cache d'autres projets qu'il est souhaitable désormais d'explicitier. Car les bonnets, à défaut de masques, tombent enfin !

Initiée par un **groupe d'entrepreneurs bretons** et relayée par une officine de réflexion baptisée l'Institut de Locarn, **la révolte des cagoulés breton cache un projet politique et économique clairement régionaliste**. L'agitation autour de l'écotaxe a servi de catalyseur à une fronde qui se voulait populaire mais qui regroupe aussi et surtout les employeurs du secteur de l'agroalimentaire, de la grande distribution et ceux de l'industrie. Et le ton est donné : il suffit pour cela de lire les déclarations des uns et des autres pour comprendre que la remise en cause des principes-mêmes de notre république, à commencer par l'indivisibilité du territoire et l'égalité des droits de nos compatriotes, est la ligne directrice de ce lobby patronal. D'abord « finistérien, breton et européen » le Président de la FNSEA et les membres du CCIB (Comité de Convergence des Intérêts Bretons) appellent sans détours à manifester pour remettre en cause l'existence même de notre état nation. Terminées les conventions collectives, terminé le code du travail, terminé le smic et au final terminée

l'unité de la République. C'est le fumeux « droit à l'expérimentation », le retour à l'ancien régime avec en fonction du bon vouloir de petits barons locaux, la possibilité de déroger aux dispositions légales.

Pour Fo, cette démarche politique qui vise à fragmenter géographiquement notre pays en fonction d'une nouvelle cartographie euro-régionale est inadmissible. Contraire aux principes mêmes de notre République qui se veut laïque, une et indivisible, ce projet fomenté par un groupe d'employeurs passé maître dans l'art de la récupération ne doit pas nous servir de boussole revendicative dans les prochains mois. Et répétons-le encore une fois : **seules les organisations syndicales sont à même de prendre en charge les intérêts matériels et moraux des salariés.** Et c'est seulement dans ce cadre qu'une Organisation, libre et indépendante comme la nôtre doit trouver toute sa place.

L'appel à l'unité de ces adeptes de la préférence régionale est donc un leurre. Il est ainsi temps de brandir un carton rouge pour se désolidariser de ces initiatives aux intérêts contradictoires. Et quitte à choisir celui qui doit porter le chapeau, tournons-nous plutôt vers le Premier Ministre qui avec le vote du budget austéritaire 2014 triple A, mérite largement de porter un magnifique bonnet d'âne.

Car la colère gronde, en effet. En Bretagne évidemment, mais aussi un peu partout tant la déferlante des PSE s'abat sans discontinuer

Editorial

depuis le début de l'année. Les impôts frappent durement, à l'aveugle et pour le plus grand nombre pendant que **plus de cinquante milliards d'euros de fraude fiscale** se volatilisent chaque année. Alors oui, nous avons tous envie de mettre des bonnets pour dire que cela suffit. Mais encore faut-il ne pas se tromper de cible et ne pas s'égarer avec ceux ou celles qui au nom d'une unité tronquée cherche à nous égarer vis-à-vis de l'essentiel, à savoir le refus de l'austérité qu'elle soit de droite ou de gauche !!!



SOMMAIRE

- 2 Editorial
- 4 Communiqué
- 5 Actualités sociales
- 6 Dossier
- 10 AFOC
- 11 FO Jeunes
- 12 Adhésion



Communiqué

Déclaration de la Commission Exécutive confédérale

Paris, le 21 novembre 2013

Augmentation du nombre de plans sociaux et du chômage, baisse du pouvoir d'achat, accroissement de la pauvreté, remise en cause du service public républicain, recul de l'âge du départ en retraite marquent la situation actuelle et le mécontentement des salariés, actifs, chômeurs et retraités.

Dans ce contexte, le rôle du syndicalisme libre et indépendant est de représenter et défendre les intérêts matériels et moraux des salariés, par la négociation comme par l'action.

Pour la Commission Exécutive de FORCE OUVRIERE, il est prioritaire de rompre avec la logique d'austérité suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement découlant du Pacte Budgétaire Européen. On ne guérit pas les effets sans s'attaquer aux causes.

Il en est de même en matière de lutte contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, lutte consubstantielle au syndicalisme libre et indépendant.

Sans remise en cause de la politique économique menée au plan européen et national, faite de rigidité économique et de flexibilité sociale, cette lutte ne serait que de la communication politicienne.

Dans ce contexte et sans s'immiscer dans les campagnes politiques du 1er semestre 2014, la Commission Exécutive de FORCE OUVRIERE soutient la manifestation devant l'Assemblée Nationale, le 26 novembre, et les initiatives départementales contre le projet de loi sur les retraites que FORCE OUVRIERE rejette.

Elle décide :

De demander à ses structures de développer des réunions et assemblées générales afin de dresser les revendications et d'alimenter le rapport de force, la Commission Exécutive étant mandatée pour décider de toute action, y compris la grève ;

De tenir un grand meeting national à Paris le mercredi 29 janvier 2014.

Pour la Commission Exécutive toute action interprofessionnelle aujourd'hui nécessaire, compte tenu de la situation sociale tendue, doit porter sur l'augmentation des salaires, la défense de l'emploi, le service public républicain, contre l'austérité, la loi sur les retraites et la loi sur la sécurisation de l'emploi issue de l'ANI du 11 janvier.

Pour sa part, la Commission Exécutive déclare que la confédération FORCE OUVRIERE est prête à toute initiative sur ces bases.

Adoptée à l'unanimité.

Actualités sociales

Résultats d'élections

FO en force à l'Hôpital

Première place nette et claire pour FO au Centre Hospitalier Annecy Genevois (3700 salariés et fonctionnaires) : 41.18% des voix lors des dernières élections professionnelles ! Superbe résultat qui récompense un travail de terrain continu et une présence militante constante. Non contente de consolider sa première place, notre organisation rafle un siège de plus dans les instances. Bravo à toute l'équipe FO et bonne continuation !!!



Carton plein chez Vitam Parc

Au Centre de loisirs, les listes FO ont raflé 6 sièges sur 7 dès le premier tour... Félicitations aux camarades !

Besoin de faire connaître votre syndicat ?

Résultats électoraux, nominations, revendications...
Contactez l'Union Départementale afin de mettre
en avant vos actions dans le journal de l'UD ou sur
Internet, sur le blog, Facebook ou Twitter !

ud.fo74@gmx.fr

<http://fo74.blogspot.fr>

Facebook : Force Ouvrière Haute-Savoie

Twitter : FO Haute-Savoie



Derrière les murs, les militants

Par Julian Marquès

Le bâtiment est situé à l'écart du centre-ville, grande enceinte de béton sans attrait que rien ne distingue (ou presque) d'un simple bâtiment administratif. Par cette fraîche matinée d'automne, la maison d'arrêt de Bonneville nous domine de sa paisible hauteur: je suis accompagné de Stéphane RENAUD (Secrétaire Général de l'UD) et de Vincent PRAZ (FO COM), et nous allons tout trois à la rencontre des camarades de FO Pénitentiaire, dont nous serons les hôtes aujourd'hui...

A peine installés, l'alarme retentit : aussitôt, les visages se tendent et les camarades sont prêts à intervenir. Ils ne sont pourtant pas de service, et s'en souviennent presque à contrecœur. Nous sommes à l'extérieur de la maison d'arrêt, et nous apercevons par la fenêtre du local syndical les surveillants qui se précipitent dans les couloirs pour répondre à l'alerte, la main à la ceinture. Nous échangeons un regard surpris, décontenancés par cette soudaine entrée en matière, et les camarades observent, attentifs. L'alarme finit par s'éteindre... et le ton est donné.

Premier syndicat à la maison d'arrêt de Bonneville, les camarades nous reçoivent "chez eux" pour bien plus qu'une visite de courtoisie. "Vous allez visiter la maison d'arrêt en condition réelle ! Contrairement à nos ministres..." nous préviennent-ils, goguenards. Niyazi OSMEN, Secrétaire du Syndicat, n'en démord pas : "Les reportages TV, souvent clandestins, font passer les surveillants de prison pour des incapables,



sans montrer nos conditions de travail !" Et d'évoquer l'exemple du surveillant de Fresnes, seul dans ses coursives avec ses 200 détenus." Il a envie de rentrer chez lui en bonne santé physique et morale... à partir de là, qui peut lui reprocher de faire son travail au mieux avec les moyens qu'on lui donne ?"

Avec Jean-Claude LEBON (Archiviste) et Eddy LANGLOIS (Secrétaire Adjoint), ce sont trois parcours différents au sein d'une même famille ; trois personnages, chacun d'entre eux riche d'une longue expérience de l'univers carcéral. Ici, pas de langue de bois au programme : le discours est dur, souvent abrupt pour l'auditeur trop rapide dans son jugement. Le pragmatisme lui, est une constante. "Nous sommes progressivement transformés en gardiens d'étage, en concierge ! Au public, on lui vend des prisons plus humaines, des détenus en réinsertion, etc... La vérité, c'est qu'il faut faire des économies par tous les moyens possibles, au détriment de la sécurité."

Dossier

Une affirmation qui prend tout son sens, alors que nous franchissons une à une les portes de la maison d'arrêt. Les camarades nous suivent de prêt, radio à la ceinture, toujours vigilants malgré leur tenue civile. J'expérimente l'enfermement dans ce qu'il a de plus anxiogène, et je prends conscience d'une chose : si dans l'espace, personne ne vous entend crier, il en va de même pour la prison. En cas de pépin, l'aide ne viendra pas de l'extérieur, ou alors trop tard... En ressort une solidarité qui force à l'admiration, mais aussi une pression quotidienne sur les épaules des surveillants, aussi expérimentés soient-ils. "Le problème est que les conditions d'embauche sont devenues beaucoup moins restrictives aujourd'hui", nous confie-t-on. "C'est un métier difficile, qui demande à la fois d'en imposer physiquement et d'avoir un mental à tout épreuve, et beaucoup de jeunes n'ont simplement pas les qualités requises... La peur de l'agression ? "On apprend à

Si à la maison d'arrêt de Bonneville, la situation semble apaisée, il n'en a pas toujours été ainsi. Inaugurée en 1969 en remplacement de celle d'Annecy, elle a longtemps souffert d'un encombrement récurrent, un des plus élevés de Rhône-Alpes : jusqu'à 200 détenus pour 90 places. La rénovation-agrandissement entamée en 2005 a finalement pris fin cette année, étendant la capacité d'accueil à 220 détenus auxquels s'ajoutent les 20 places du quartier mineur nouvellement créé. La maison d'arrêt représente le premier échelon des établissements pénitentiaires : elle est censée accueillir les prévenus en attente de jugement, ou (en théorie) les détenus condamnés à des peines inférieures à un an. Seul site pénitentiaire de Haute-Savoie, il est du ressort de plusieurs juridictions : les Tribunaux de Grande Instance de Bonneville, Thonon-les-Bains et Annecy, et accueille ponctuellement des détenus en provenance de Chambéry et Albertville.



Ci-dessus : les camarades du SNP FO

Dossier

l'intégrer, tout comme on apprend à éviter les conflits inutiles. Il y a une grosse part de psychologie dans notre travail, il faut savoir établir la confiance au prix de certaines concessions, sans remettre en cause son autorité ou celle de ses collègues."

Malgré tout, chaque fois qu'un collègue quelque part en France paie le prix fort, l'empathie prend le dessus, et l'ensemble de la profession encaisse. Si à Bonneville, les incidents sont rares, c'est que la maison d'arrêt a fait l'objet de récents investissements et sert de vitrine à l'administration pénitentiaire. "Je ne vous aurai pas fait visiter Aiton comme ça... Là-bas, c'est autre chose !" nous explique Niyazi, qui souligne une triste réalité: un taux de suicide particulièrement élevé dans la profession, de 30 % supérieur au reste de la population. Ils ont conscience de faire un métier ingrat mais cela n'empêche pas l'amertume : pris entre le marteau d'une administration démagogue et l'enclume d'une opinion publique avide de discours sécuritaire et pourtant si prompt à dénoncer l'Etat-employeur, les surveillants de prison doivent chercher la reconnaissance ailleurs : dans l'amour de leur métier, et le sentiment du travail accompli.

Depuis cette année, la maison d'arrêt accueille un quartier mineur, transfuge des installations de Chambéry devenues vétustes. Niyazi, Jean-Claude et Eddy se sont tout trois portés volontaires pour intégrer la nouvelle équipe. Nos surveillants, des pédagogues ? "Travailler avec des gosses,

c'est un autre métier. Un univers et une psychologie complètement différents ! Ça en est presque effrayant pour certains jeunes, qui de notre avis, sont définitivement perdus pour la société, et atterrissent ici en derniers recours... Et ils ont beau avoir 14 ans pour certains, ils n'en sont pas moins dangereux : il est difficile de faire appel à leur raison..." Les parents d'adolescents comprendront...

Les portes se referment derrière nous, et l'on se surprendrait presque à soupirer de soulagement. Demain, nos camarades reprendront le chemin des coursives silencieuses qui sont leur quotidien, protecteurs anonymes d'une société qui préférerait oublier leur sort et celui de leurs détenus. Bien sûr, de nombreux autres sujets auraient légitimement pu être évoqués ici : des rémunérations au rabais aux pressions hiérarchiques, en passant par les lubies de Mme Taubira, ministre de tutelle ; les écueils et sujets de lutte ne manquent pas ! Le dernier en date : la suppression des fouilles (notamment au parloir), dont notre syndicat réclame le retour urgent pour des raisons de sécurité évidentes...

Que nos camarades me pardonnent alors si j'ai préféré une approche plus personnelle d'une rencontre à part, souvenir désormais précieux : j'ai voulu ainsi partager un peu de ma profonde admiration pour ces travailleurs de l'ombre. Qu'ils soient fier d'eux, parce que nous, camarades Force Ouvrière, nous sommes fiers de vous !

Dossier



Remettre le **social**
au cœur de l'**entreprise**



Expertises économiques et sociales
auprès des comités d'entreprise



Chez SYNCEA, nous travaillons depuis vingt ans pour les élus de CE et uniquement pour eux. Notre mission commune est de veiller à ce que l'humain et le social restent au cœur de l'entreprise. Pour être toujours plus utiles au quotidien, nos experts-comptables, économistes, juristes et consultants en relations sociales mettent leurs compétences à votre service avec un objectif clair: la prise en compte de l'intérêt des salariés dans toutes les décisions concernant la marche de votre société ou de votre association.

BUREAUX DE LYON
47, rue Maurice FLANDIN
69003 LYON
Tél.: 04 72 13 23 30 – Fax: 04 72 13 23 36

SIÈGE SOCIAL
Tél.: 01 48 19 25 40

www.syncea.fr - info@syncea.fr

Compte-Rendu de l'Assemblée Générale

Par Jacques Bellet

Le lundi 21 Octobre dernier s'est tenue à Cran-Gevrier dans les locaux de l'Association, et ce, comme chaque année à pareille époque l'Assemblée Générale de notre association.

En premier lieu, en début de séance, notre Secrétaire François Garofalo a tenu à présenter le nouveau président de l'Association, Stéphane RENAUD, Secrétaire Général de l'UDFO ; la présidence de l'Association ayant été assurée jusqu'au dernier congrès par Alain COLLARD, ce dernier étant nommé dès ce jour, avec accord des participants de l'assemblée, président honoraire.

Notre Secrétaire devait rappeler en introduction de son rapport d'activité, que c'était la 4ème fois que l'association se réunissait en assemblée générale dans la forme actuelle, c'est à dire dans le cadre de ses nouveaux statuts et surtout dans le cadre de son indépendance financière. Il rappelait aussi l'augmentation des adhérents, et l'augmentation des dossiers traités depuis la dernière assemblée générale d'autre part, le rapport financier dégageant un solde positif par rapport à 2012.

L'AFOC 74 continue donc à apporter la marque de son action permanente et soutenue dans le secteur de la consommation.

Le fait des rapports présentés et surtout des divers interventions qui ont suivi apportent la preuve –fallait-il le rappeler– que la situation économique que nous subissons est reçue

de “plein fouet” par chacun d'entre nous, à tous les niveaux, et tout particulièrement celui du logement, de l'énergie et les charges représentant la plus grosse part des budgets des familles. Face au fait que tout augmente et que le pouvoir d'achat, lui continue de baisser...

Tout cela nous permet de redire combien nos “anciens” avaient eu raison lorsqu'ils créèrent, en 1964, à l'occasion de la première “crise du Golfe”, l'association des consommateurs.

Pour clore l'Assemblée Générale François GAROFALO devait nous faire savoir que deux nouvelles partenaires devraient rejoindre le groupe de travail de l'AFOC dès les premières semaines de 2014.

La discussion s'est poursuivie autour d'un buffet et du verre (modéré !) de l'amitié.



FO Jeunes

Rendez-vous à l'UD

Avec Guillaume et Emilien

Emilien a vingt-quatre ans, Guillaume la trentaine et un costume de jeune papa ; ils travaillent tout deux sur le site de Baïkowski à Poisy. Ce sont peut-être de jeunes militants syndicaux, mais vous savez que ce l'on dit de la valeur... Le mieux, c'est encore de leur donner la parole.



Racontez-nous votre parcours.

Emilien : J'ai un bac pro logistique et j'ai fait pas mal d'interim derrière. Je n'y connaissais rien en chimie mais Baïkowski m'a donné ma chance : on travaille souvent avec d'anciens enseignants, et c'est d'autant plus intéressant à découvrir !

Guillaume : J'ai travaillé dans l'hôtellerie, puis comme caviste, en Angleterre, à Genève... j'ai fait moi aussi pas mal d'interim, à SNR, Mobalpa... jusque chez Baïkowski. On est des Yes-boys !

E&G : On a participé à la création d'un nouvel atelier avant de passer en production. On a chacun trois ans d'ancienneté, en comptant l'interim.

Comment êtes-vous venu à FO ?

E&G : Pour remettre dans le contexte, Baïkowski est une entreprise régionale avec quelques antennes à l'international (120 salariés à Poisy). Le récent changement de direction a fortement impacté la stratégie industrielle, et aujourd'hui la prévalence va aux objectifs financiers avec des objectifs de croissance particulièrement élevés et une réduction drastique des coûts. Pour nous, ce changement de mentalité était l'occasion de s'investir d'autant que les instances allaient être renouvelées, et que le syndicat était déjà représenté dans la boîte.

Quels sont vos mandats, vos projets ?

E&G : Nous sommes à la fois membres du Comité d'Entreprise et Délégués du Personnel (délégation unique).

Les avantages sociaux sont historiquement nombreux mais la tendance s'inverse : la pression sur l'encadrement s'accroît de jour en jour et bien sûr, se répercute sur les salariés. Le nouveau directeur de site est typiquement un "cost-killer" recruté pour s'attaquer aux coûts en général, dont la masse salariale. En réaction, nous espérons initier un changement de mentalité chez les salariés, qui se considèrent encore comme des privilégiés. Le taux de syndicalisation reste faible, d'autant que certains ont un peu trop d'intérêts personnels à exercer des mandats... L'individualisme est un problème, ici comme ailleurs, et les salariés ont toujours la crainte de ne pouvoir évoluer. Si on pouvait garder la boîte comme on l'a trouvée, ce serait déjà bien !

Pour les plus jeunes, un message à faire passer ?

E&G : On est constamment confronté au dénigrement du syndicaliste, surtout chez les jeunes. Même si la jeunesse est généralement plus consumériste qu'engagée, nous aimons ce petit côté "rebelle" dans l'engagement syndical, et nous avons envie de briser l'image du jeune insouciant ou sans expérience.

Adhésion

MON ENTREPRISE DOIT ASSURER.

**PLUS FORTE
LA PROTECTION
DES SALARIÉS !**

- Santé
- Prévoyance
- Épargne
- Retraite

DES FORMULES POUR
TOUS LES SECTEURS
ET TOUTES LES TAILLES
D'ENTREPRISES

ADREA
mutuelle
PAYS DE SAVOIE
PLUS FORT POUR MOI

Nos conseillers spécialisés à votre écoute au 04 79 70 80 90

www.adrea-paysdesavoie.fr

Bulletin d'adhésion

NOM	Prénom
Entreprise	Téléphone pro
Profession	
Code APE	
Adresse personnelle	
Téléphone personnel	
Email	

UD FO Haute-Savoie, 29 rue de la Crête 74960 CRAN-GEVRIER

Syndicats à l'Union locale d'Annecy :

UL FO, 12 rue de la république 74000 Annecy
04 50 45 23 76

*La Poste : tous les jours 9h/12 et 14h/17h

*Enseignement : le mercredi de 14h à 17h
et au 06 80 94 45 85

ANNEMASSE

UL FO, 7 rue du Môle 74100 Annemasse
04 50 95 67 37

THONON LES BAINS

6 montée de Crête 74200 Thonon les Bains
04 50 26 09 19

CLUSES

UL FO, 7 rue Paul Verlaine 74300 Cluses
04 50 18 20 18
AFOC : le lundi de 14h à 17h sur rdv
07 88 38 01 80

RUMILLY

UL FO, Maison de l'Emploi et de la Solidarité
25 rue Charles de Gaulle
04 50 64 82 84

Syndicats à l'Union départementale :

UDFO74, 29 rue de la Crête 74960 Cran-Gevrier
04 50 67 40 15

*Action sociale : mardi 9h/12h

*Bâtiment : vendredi 14h/17h

*Commerce : mardi, mercredi et jeudi 9h/12h,
vendredi 14h/17h

*Conseil général : tous les jeudis

*Retraités : les premiers jeudi de chaque mois à
l'UD 9h/12h

*Juridique : à l'UD sur rendez-vous (04 50 67 40 15)

*AFOC : 04 50 67 40 22

Perm. lundi et mercredi 14h/17h, vendredi 9h/12h